Bulletin
Œcuménique
Paraît 8 fois par an
mars

Interrogation ?

N° 2
1994

Le lointain Chiapas, miroir de l'immense Sud

Au moment où l'aube du premier janvier se levait et où le Mexique célébrait son entrée dans le concert des «grandes puissances» – avec le Traité de libre-échange – un séisme politique a secoué le pays.

Au Chiapas a retenti une voix dans la conscience nationale, une voix aussi violente que critique: des paysans indigènes – ou des indigènes paysans – ont dénoncé les paradoxes et le surréalisme de la politique mexicaine. Ils ont ainsi brisé le mirage du monde développé: *comment un pays peut-il aspirer au rang de puissance alors qu'un million d'indigènes du Chiapas vivent dans l'indigence, la marginalisation, l'analphabétisme (supérieur à 30%) et l'oubli?*

La rebellion du sud du Mexique, telle une boule de billard, a fait ricochet sur tous les acteurs sociaux mexicains et latino-américains.

Pour les classes dirigeantes de l'économie et de la politique, elle a éclaté comme une salve d'avertissement: elle leur a signifié que le modèle néolibéral en vigueur et les réformes structurelles et les réformes prescrites par Washington, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international construisent un continent irréel. Dix ou quinze pour cent de la population vivant dans l'aisance côtoient une majorité qui manque de tout. *La rebellion a rappelé à ces privilégiés que leur modèle n'est plus viable et que s'ils s'obstinent à le conserver ils devront en payer les conséquences.*

Face aux secteurs populaires, y compris les partis et les groupes progressistes, qui ont vécu ces dernières années dans une situation de repli et de désorientation, le Chiapas s'est fait l'avocat du diable: *dans la «politique réelle», rien n'est impossible. Aucune méthode n'est passée de mode - même pas la révolte générale - lorsqu'il s'agit de restaurer une plus grande justice sociale.*

Avec le langage simple, profond et pragmatique des paysans, l'Armée zapatiste de libération nationale a mis le doigt sur le coeur d'un problème encore non réglé. Dans certaines étapes de la vie des peuples du Sud, les règles du jeu de la «démocratie traditionnelle» ne suffisent pas. *Si l'on compte avec un appui populaire considérable, il est possible de secouer le système pour essayer d'instaurer des principes mieux adaptés aux nouvelles formes de participation que réclament les marginaux, les minorités ethniques et les «sociétés civiles» qui ont le vent en poupe.*

Le Nord ne reste pas non plus en marge des événements du Chiapas: deux boules de ce jeu de billard imaginaire ont rebondi au-delà de l'équateur politique.

Et la première frappe les puissants. Elle leur rappelle qu'ils ne s'intéressent qu'à 600 millions de personnes et que les 5 milliards restants, *ce Sud immense, ce Chiapas généralisé, ont aussi le droit de vivre.*

Quant à la seconde, elle interpelle les groupes solidaires – et minoritaires – du Nord. Elle leur redit que, *malgré tous les efforts accomplis*, **la solidarité, la compréhension et le soutien manifestés envers le Sud ne suffisent pas**.

Sergio Ferrari



N° 2
1994

signes

La vie en noir

par Bernard Grangier

De la brousse africaine, cette volontaire vient chercher son courrier en ville. A la poste, le préposé lui remet un paquet: il y a des taxes de douane à régler. Mais sur la déclaration du contenu, quelque chose attire son attention: «Têtes de nègre»! Etonnement. Qu'est-ce-que c'est? Elle défait le paquet et lui en donne quelques unes:

- «C'est pour vous!»
- «C'est bon!» Dans la bonne humeur, il en oublie les taxes...

C'était hier au Sénégal.

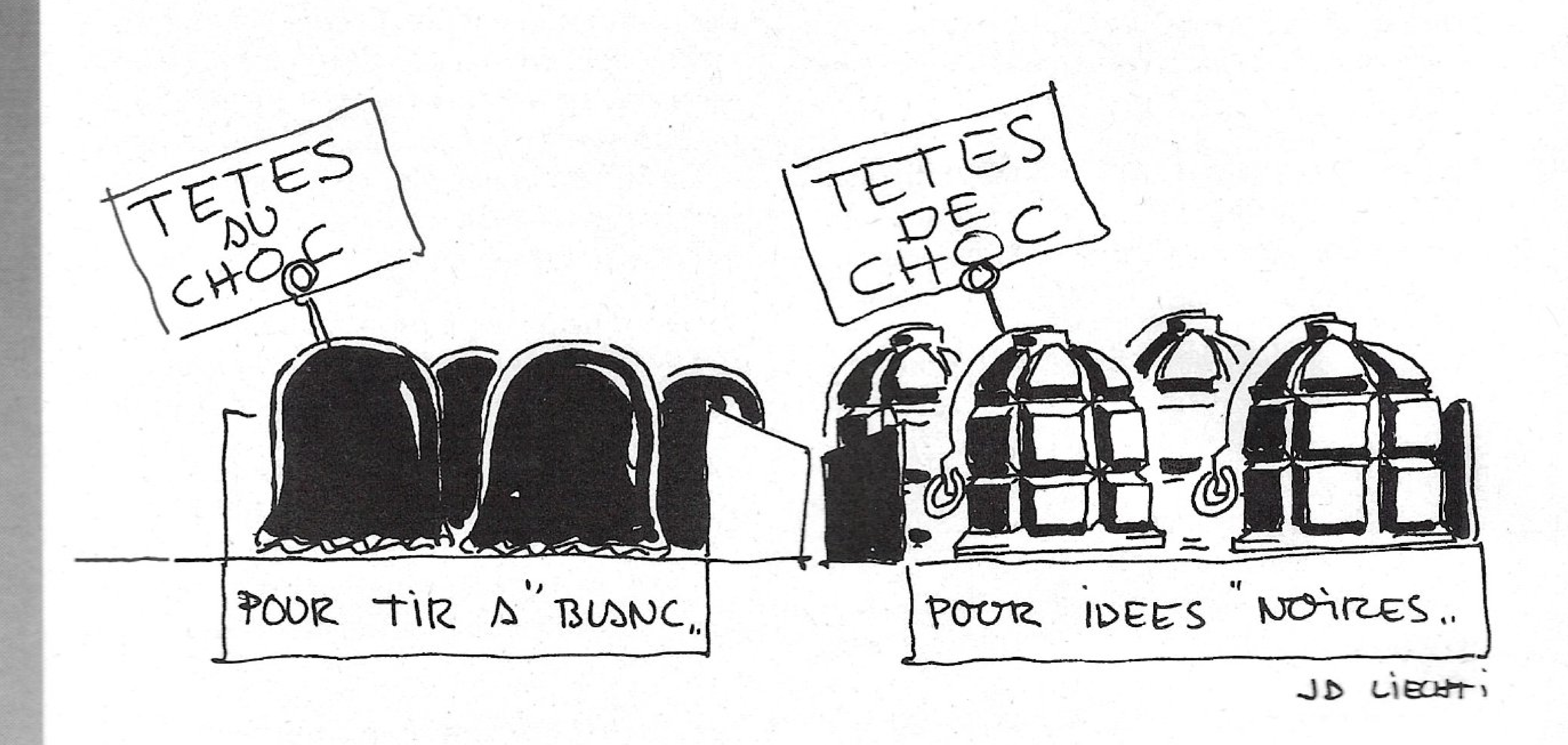
(Cette friandise s'appelle maintenant «tête au choco».)

Dans cette boutique de vêtement, un étudiant suisse (...d'origine zaïroise) veut acheter un jeans. «Désolé, lui dit le vendeur, ce n'est pas un magasin pour les Noirs...». La raison: des vols ont étés commis par certains d'entre eux!

Article de presse, et le lendemain, une trentaine de têtes au choco écrasées «décorent» la vitrine du magasin et entourent un extrait de presse relatant «l'histoire»!

C'est aujourd'hui en Suisse.

Où faut-il voir la vie en noir? ...avec ou sans choco...



M'enfin

par Gilbert Zbären

Y'a encore quelque chose
Que j'ne comprends pas tout à fait

J'ai lu dernièrement
Dans des documents, dans des études
Dans des rapports d'enquête.
Qu'il fallait en finir
Avec cet esprit missionnaire
Qu'avait rien compris au développement
Qui avait globalement dénaturé
Les populations touchées
Rien de bon quoi.

D'accord y'a eu des trucs
(J'allais dire pas très catholiques)
Mais j'veux pas qu'on m'comprenne mal.
C'est vrai pas très réformés non plus.
Etc.
(M'enfin faut vexer personne
Surtout qu'y-en a pour tout le monde)

M'enfin l'autre jour
Je reçois un journal missionnaire
Et j'avais déjà entendu dire...
Que l'ONU ou un truc comme ça
Avait demandé
A deux anciennes missionnaires
Infirmières...
A la retraite...
De venir les aider
Au Mozambique

L'idée c'est que les connaissant
Des responsables s'étaient dit
Qu'elles, au moins
Ne tergiverseraient pas pour soigner
Les gens
Il n'y aurait pas de favoritisme.
Dans les conflits
Entre Frelimo et Renamo

Elles, anciennes employées de l'Eglise
Presbytérienne du Mozambique
Donc plutôt Frelimo,
Verraient les hommes avant
Les étiquettes.

M'enfin ça me rappelle aussi
Un Certain Docteur Gagnaux
M'enfin il était aussi missionnaire
Et aussi au Mozambique lui
Il y a d'ailleurs laissé sa peau
Je l'connaissait bien.

M'enfin , faut pas laisser dire
N'importe quoi!

Et puis quand on y pense
C'est pas tant les gouvernements
Qu'ont veillé
A sauvegarder les valeurs
A former des responsables
A remettre les institutions
Entre les mains des gens du pays
M'enfin si je regarde tout ce que j'ai vu

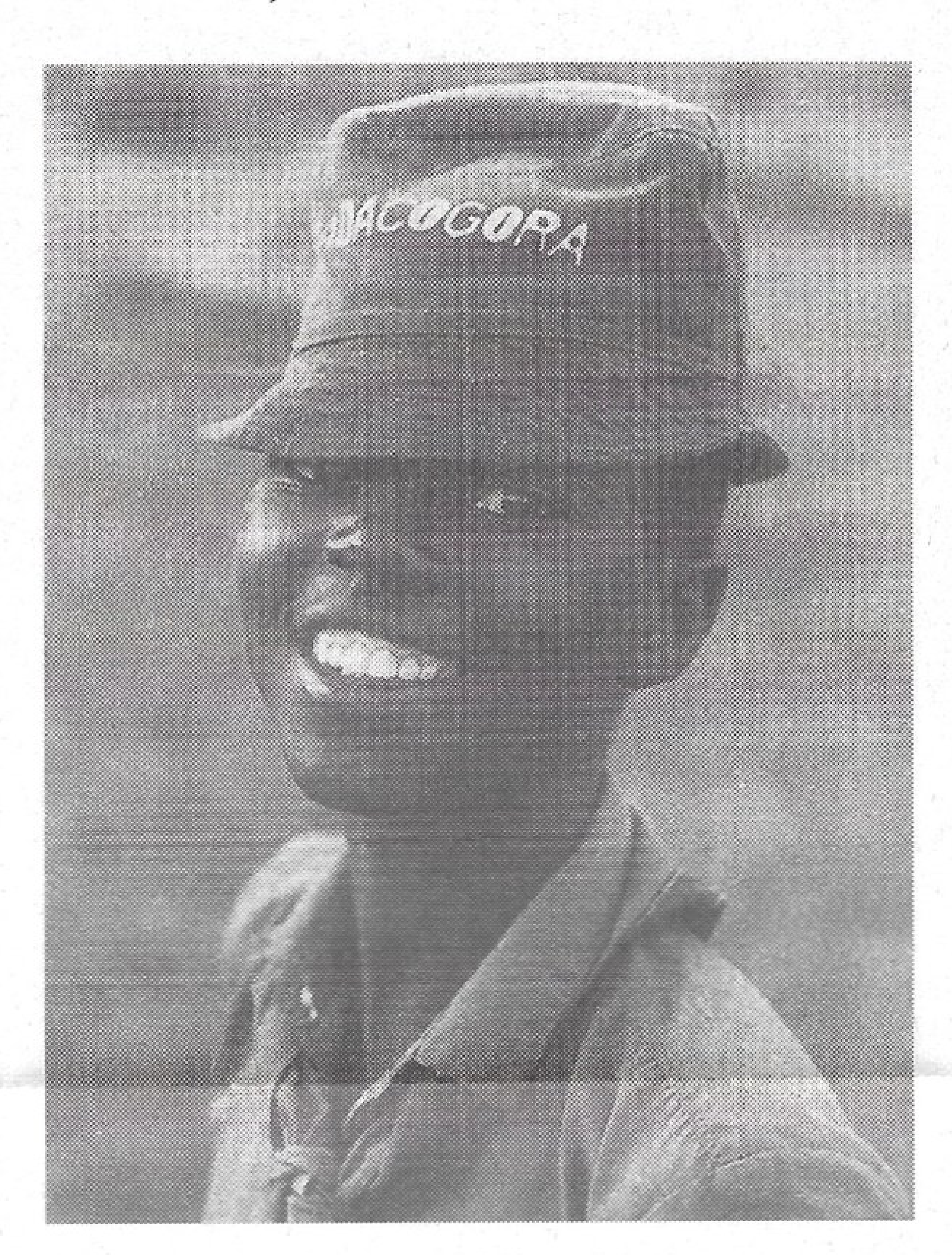
J'crois bien que sans les Eglises
Y serait pas resté grand chose
Même si des fois
Des missionnaires,
Des responsables d'Eglise
Ils y étaient comme des banquiers.
Ça c'est vrai...

M'enfin l'histoire qui arrive
A ces deux infirmières missionnaires
Faut le dire.
Faut le faire savoir à ceux
Qui ont le regard qui voit pas tout
Ou qui voit c'qui veut bien voir

M'enfin,
Ces deux infirmières
Ça doit quand même
Etre leur manière d'être
Qui a dû frapper!

Renamo: Résistance Nationale du Mozambique
Frelimo: Front de libération du Mozambique

«Echo», 29 janvier 1994



«Au Rwanda les enfants de la rue»*

Des enfants de la rue de Kigali, au Rwanda, parlent de leur vie. Guy Musy, dominicain, qui a passé plusieurs années dans ce pays, les a bien connus. Responsable du bureau social de la Caritas à Kigali, il a eu l'occasion d'être le témoin des problèmes et des espérances de ces enfants.

A la veille de son retour à Genève, quelques-uns d'entre eux lui ont raconté leur vie. Le dernier Cahier du BICE reproduit leurs témoignages, respectant autant que possible la spontanéité de leurs confidences. Impliqué dans ces histoires de vie, l'auteur n'a pas caché ses réactions personnelles, montrant au passage combien la proximité des enfants a modifié ses vues et son comportement. L'histoire de ces enfants est un peu devenue la sienne.

Cette publication a pour but de rendre la parole à des enfants muselés ordinairement par la société. Avec des mots maladroits, mais vrais, ils soulèvent le voile sur leur genre de vie, leur organisation, les menaces qui pèsent sur eux; le tout sur un fond de sérénité et d'espérance. Les pages de ce Cahier ne veulent pas attendrir et susciter la pitié. Les enfants de la rue ont surtout besoin de solidarité, de respect et d'amitié. Ils ne sont pas des «bons à rien». Capables d'initiatives et d'entraide, ils ouvrent un chemin inédit vers un développement personnel et social, qui leur coûte assurément beaucoup de larmes. Même si beaucoup n'ont jamais su ou pu pleurer. L'authenticité du discours et des faits a été garantie dans la mesure où l'honneur et l'indispensable respect des personnes étaient sauvegardés. Seuls les noms des enfants ont été modifés pour préserver leur identité.

G. L.

** Guy Musy, «Au Rwanda les enfants de la rue — Histoires vécues», Les Cahiers du BICE, 1993, 72 p. Disponible auprès du Bureau international catholique de l'enfance, rue de Lausanne 63, 1202 Genève. Tél. (022) 731 32 48, fax (022) 731 77 93.*

Mon cancer et moi

d'Emile Spinoza
(1993, 16 pages, illustré, quadrichromie, format A4)

De grands dessins, quelques lignes de texte, Emile, 5 ans et demi, raconte à ses camarades de classe comment il voit sa maladie, comment il la vit et la combat. Un livre joliment colorié qui s'adresse à tous ceux qui voudraient aborder le sujet avec un enfant, malade ou bien portant.

Extrait de la préface:

«Les couleurs vives et gaies s'entremêlent comme les fleurs d'un champ de printemps. Jeunesse, tendresse et vaillance s'y retrouvent pour raconter qu'un enfant malade a pris ses pinceaux et son baluchon vers son avenir, entourés des siens. A regarder et à lire comme un champ d'humanité.»

Dr D. Beck, Privat-Docent
Cancérologue d'enfant

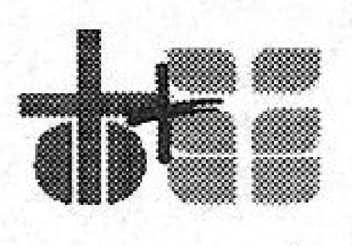
Aux Editions La Passerelle – CSP-Vaud, Beau-Séjour 28, 1003 Lausanne, tél. (021) 320 56 81

Prix: Fr. 15.– (+ Fr. 3,50 pour frais d'expédition)



Salaire horaire





Campagne œcuménique 1994
Action de Carême
Pain pour le prochain

Janine, la cinquantaine largement dépassée, vit à Genève. Sans travail rémunéré, elle fait de petits boulot de couture et de raccomodage pour gagner un peu d'argent.

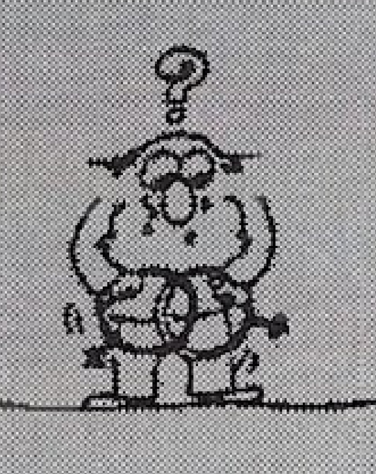
Un avocat, au courant de la situation, lui remet un pull à réparer.

Quelques jours plus tard, Janine le renvoie avec une facture et quelques mots d'explication: «Vous serez bien d'accord, écrit-elle, que le temps d'une modeste ménagère est aussi précieux que celui d'un avocat. Une heure est une heure quelle que soit la profession que l'on pratique. C'est pourquoi je vous prie de me payer ce travail au tarif de votre profession...».

Suit une note d'honoraires de 1650 francs, soit onze heures à 150 francs pour le raccomodage du pull.

Dans sa réponse, l'avocat fait tout d'abord remarquer à Janine qu'elle date un peu: il y a belle lurette qu'à Genève une heure d'avocat ne se paie plus 150 francs, mais plutôt 200 à 250 francs. Cette précision apportée, il est d'accord sur le fond: une heure de travail en vaut une autre, que l'on soit dans son bureau ou à sa table de raccomodage. Reste que la facture met le pull usagé un peu cher... même pour une bourse d'avocat genevois.

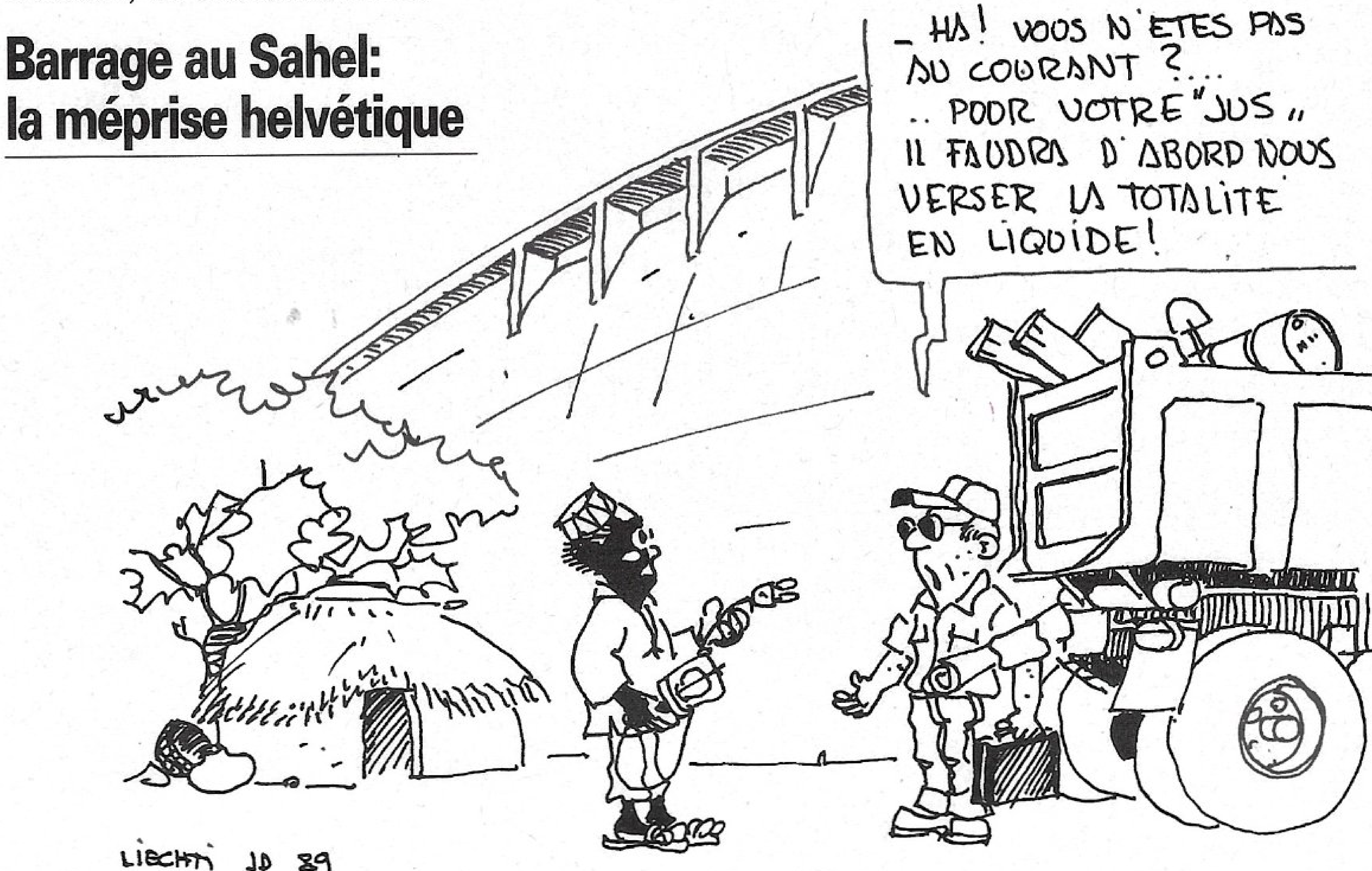
Ce dernier propose alors le troc. Contre les onze heures de raccomodage, il offre onze heures de son travail dont Janine peut disposer pour défendre la cause qui lui sera la meilleure.



N° 2
1994

L'Hebdo, 23 décembre 1993

Barrage au Sahel: la méprise helvétique



Dans les années 80, la Suisse a participé au financement du plus grand projet jamais réalisé dans le Sahel, le gigantesque barrage de Manatali. A l'époque, ce barrage avait soulevé une vive polémique en Suisse, en particulier dans les organisations d'entraide. Cinq ans après son inauguration, le secrétaire romand de la Déclaration de Berne* s'est rendu sur place. Le constat: un désastre, écologique, économique et humain. Plus d'un milliard de francs ont été investis sans qu'un seul kilowattheure d'électricité n'ait été fourni (le Mali n'a pas pu acheter le matériel hydroélectrique...). Quant aux surfaces irriguées, elles sont très modestes et surtout elles ont modifié l'écosystème local pour faire place à des cultures de riz, aujourd'hui... non rentables. Bref, les pires craintes émises au début des années 80, alors même que le Conseil fédéral attendait des améliorations nettes pour cette région, se sont matérialisées. La garantie aux risques à l'exportation (160 millions de francs) accordée à Losinger n'a pas non plus servi à sauver le géant suisse, racheté depuis par le groupe français Bouygues. La GRE a été remboursée; quant au Mali il peine à rembourser les intérêts de la facture, 40 millions en 1994.

Pierre Veya

La lutte syndicale, 8 février 1994

Notre âme au diable pour trois écus

Etonnant.

Etonnant de voir qu'au nom du business, des bonnes affaires et du développement touristique, nos braves Helvètes aux bras noueux, au patriotisme fièrement porté en bandoulière, sont capables de se déculotter sans façon pour attirer chez eux... chez nous aussi? les nouveaux riches dégoulinant d'or et de pétrole, susceptibles de venir d'Arabie saoudite ou des Emirats.

Lisez plutôt.

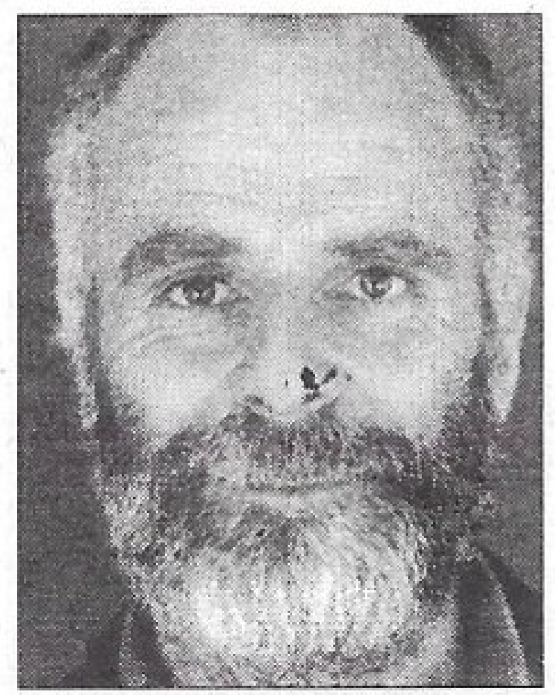
Cette année, les offices de tourismes vaudois et genevois ont enterré la hache de guerre. Pour partir ensemble à la conquête du monde. Dès avril prochain, ils noieront le Moyen-Orient sous des montagnes de prospectus vantant les mérites de la «Lake Geneva Region». Déjà qu'il a fallu aux Genevois pas mal de culot pour souffler le lac Léman aux Vaudois... Pourtant cela n'est pas le pire. Avant de s'embarquer pour les palais des mille et une nuits, les émissaires lémaniques ont pris soin de gommer, des prospectus qu'ils emportent dans leurs besaces, tout trace suspecte trahissant notre culture judéo-chrétienne. Cette culture qui, bon gré mal gré, a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Pas question de montrer aux fils d'Allah la cathédrale de Lausanne, ni le fier bâtiment «Helvétie» battant pavillon suisse à croix blanche sur fond rouge (symbole de toutes les vertus) et encore moins les cloches de l'église Saint-Pierre battant la chamade à la gloire de Calvin. Toutes ces traces culturelles, quasi impures, sont qualifiées d'offensantes pour le peuple arabe par les fils de l'islam. Presque aussi offensantes que le corsage de Claudia Schiffer, mannequin vedette chez Chanel. Se déculottant honteusement, nos maîtres ès tourisme ont accepté sans vergogne de vendre leur âme au diable pour quelques pièces d'or. S'il est encore temps, je conseille vivement aux managers du tourisme de voiler les femmes qui pourraient apparaître, malencontreusement, se baladant nonchalamment sur le quai d'Ouchy, alors qu'elles devraient être en train de rouler le couscous pour leurs valeureux maris qui jouent aux dés leur honneur et le nôtre.

Julie

Le Nouveau Quotidien, 8 février 1994

LA PLANÈTE DU BLÉ, UNE ET INDIVISIBLE

Sur le marché mondial des céréales, c'est déjà l'an 2000. Aujourd'hui, les fronts sont clairs. Et pour les prochaines années, les tendances sont limpides. Ce sont les pays en voie de développement qui sont – et seront – au cœur des problèmes qui vont inévitablement se poser. Cette dimension majeure des enjeux agricoles internationaux s'était diluée dans la médiatisation forcenée du bras de fer américano-européen qui a longtemps retardé la conclusion des négociations de l'Uruguay Round dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce); elle resurgit aujourd'hui, comme il fallait s'y attendre*.



LAURENT BONNARD EST RESPONSABLE DE LA RUBRIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RADIO ROMANDE

Il y a à peine vingt ans, les pays en voie de développement absorbaient environ 40% du total des exportations de céréales – blé et céréales dites secondaires – en provenance de la zone riche du Nord (en gros, la vingtaine de pays qui font partie de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique). Actuellement, cette part approche les 60%. A y regarder de plus près, pendant les années quatre-vingt, c'est dans le tiers monde (abstraction faite de l'ex-URSS) qu'a été vendue la quasi-totalité des suppléments de productions céréalières mis sous toit à grands frais dans les principaux pays exportateurs.

D'ici à la fin du siècle, l'importance des débouchés dans les pays pauvres va devenir de plus en plus manifeste: on s'attend par exemple à ce qu'ils représentent 85% des exportations totales de blé... En chiffres absolus, on peut prévoir que les importations de céréales dans le tiers monde en arrivent à presque doubler pendant cette décennie, de 85 millions de tonnes en moyenne en 1989-1991 à 150 millions de tonnes en l'an 2000.

La très forte croissance de la demande de céréales importées dans les pays en voie de développement s'explique facilement par toute une série de phénomènes convergents. Quatre points de repère, parmi d'autres.

D'abord, l'accroissement démographique. Si, comme on le prévoit, la population du tiers monde augmente de 90 millions d'hommes et de femmes chaque année, cela se traduira par une demande supplémentaire annuelle de 15 millions de tonnes de céréales; c'est un minimum calculé sur la base du maintien du niveau de consommation actuel.

Ensuite, l'urbanisation. La migration intensive des populations rurales vers les villes entraîne, en profondeur, une modification des habitudes d'alimentation. Le blé, le riz blanchi ou même les aliments prêts à consommer remplacent très vite les denrées de base de l'agriculture rurale, maïs, sorgho ou millet. Cela s'explique par les différences des styles de vie (urbains ou ruraux), mais aussi par le fait que les céréales venues du Nord sont souvent offertes à des prix plus bas, puisqu'il s'agit d'excédents de production, systématiquement bradés.

Le rôle de la croissance économique dans l'évolution des régimes alimentaires. C'est une règle bien connue: plus les revenus s'élèvent, et plus les préférences des consommateurs se déplacent vers la viande... tandis que les besoins en céréales continuent tout de même d'augmenter, cette fois sous forme de nourriture pour le bétail qui fournira la viande demandée.

Enfin, les retombées de l'aide alimentaire. Les envois de blé réguliers, sous une forme ou sous une autre, contribuent eux aussi à changer les habitudes de consommation dans les pays bénéficiaires. Avec à la clef, une nouvelle dépendance économique. Et selon les dernières études sur cette question très controversée, «ces changements peuvent persister longtemps après la réduction de l'aide en question».

Vue du Nord, l'explosion des besoins alimentaires dans les pays en voie de développement peut donner l'impression d'urgences à sens unique... les acheteurs étant pieds et poings liés aux vendeurs, en quelque sorte. Pourtant, en l'état actuel de surproduction agricole chronique dans les pays riches, avec des cultures toujours à la limite de la rentabilité, l'existence de ces énormes débouchés du Sud sera, pour longtemps encore, la condition de survie d'un système acculé à la fuite en avant et incapable de se réformer. **L. B.**

* *«Les échanges mondiaux de céréales: quel rôle pour les pays en développement» (OCDE, Paris, 1994).*

Alternative économique, janvier 1994

EFFET PERVERS

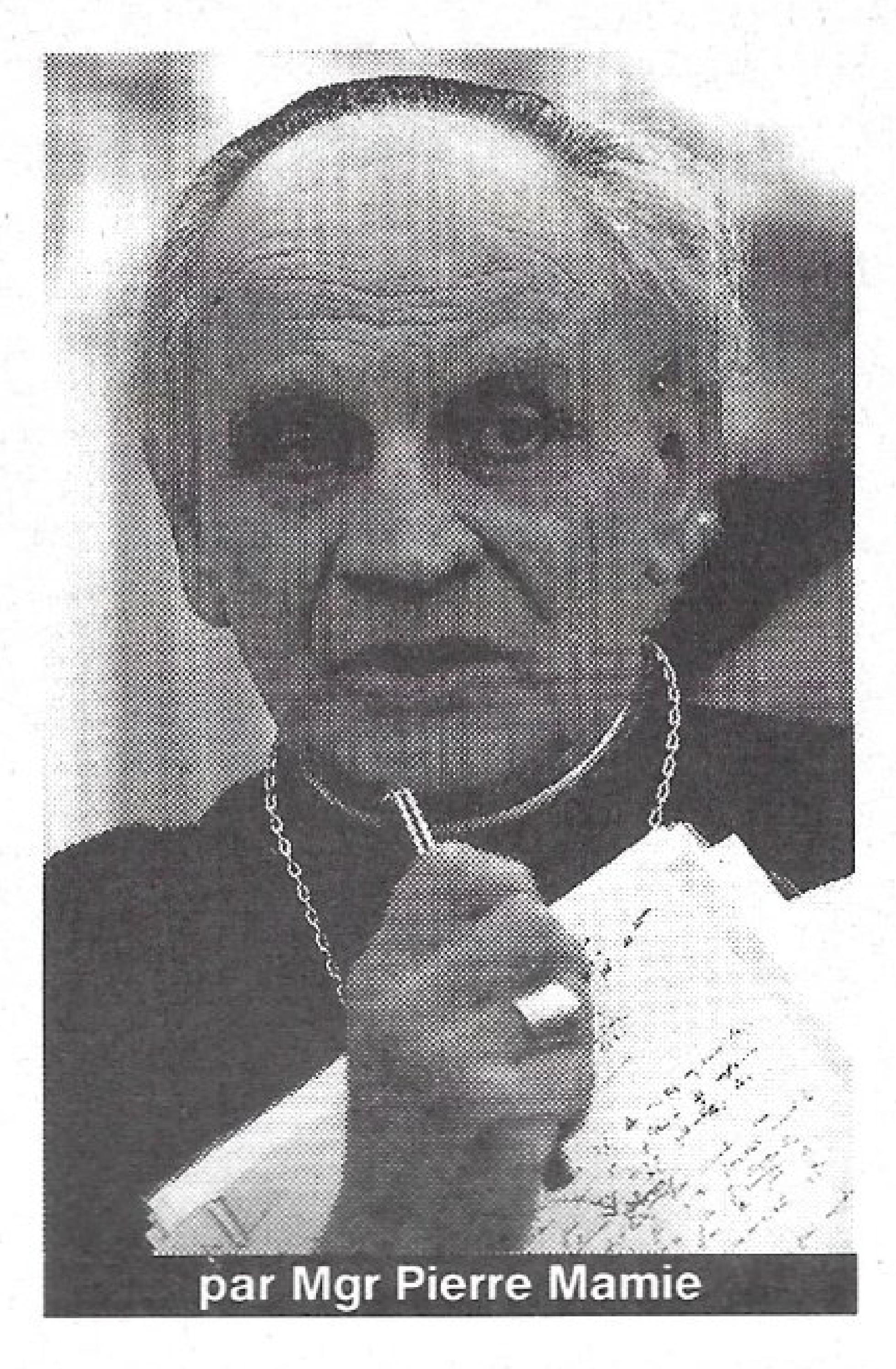
Comment un riche et jeune industriel américain peut-il se retrouver quasiment en position d'entraver tout le processus de renégociation de la dette du pays du tiers monde le plus endetté, le Brésil ?
Très simple. Lorsque les banques se sont aperçues qu'elles risquaient de ne pas recevoir les intérêts des prêts accordés au tiers monde dans les années 70, un marché secondaire des créances s'est ouvert. Il a permis aux banques qui le souhaitaient de se débarrasser discrètement de leurs crédits sur tel ou tel pays en les vendant, avec un bon rabais, à qui en voulait bien.
Les « soldes » pouvant atteindre jusqu'à 80 % du prix initial, des personnes privées se sont laissées tentées en se disant qu'elles arriveraient bien, elles, à les revendre un peu plus cher. C'est le raisonnement de Messieurs Dart, père et fils qui ont accumulé ainsi 1,4 milliard de dollars de créances sur le Brésil, soit 4 % de la dette extérieure bancaire du pays. Ils se retrouvent ainsi quatrième créditeur ! Après des années de négociations à couteaux tirés, les banques et le Brésil ont fini par s'entendre sur les conditions d'une restructuration des créances.
Les Brésiliens ont alors demandé aux Dart de se joindre à l'accord. Ce qu'ils ont refusé, estimant que leurs transactions ne leur rapporteraient « que » 270 millions de dollars.
Cette péripétie reflète les effets pervers de certaines innovations financières des années 80, censées contribuer à l'allègement de la dette du tiers monde. Ces « investisseurs privés non bancaires », non seulement compliquent des processus de négociations déjà confus et lents, mais ils apparaissent plus intransigeants. Certains peuvent détenir aujourd'hui plus de la moitié de la dette bancaire extérieure d'un pays. Il faut pourtant les intégrer aux négociations pour éviter qu'ils ne se comportent en « passagers clandestins », bénéficiant du remboursement de leurs créances tandis que les autres créditeurs, bancaires ou bilatéraux, acceptent de subir une décote sur les leurs.
Voilà sans doute une leçon à tirer pour l'avenir.



N° 2
1994

La Liberté, 9 février 1994

Que faire pour sauver Sarajevo?


par Mgr Pierre Mamie

Lettre ouverte à ceux qui nous gouvernent, en Occident, à ceux qui vendent des armes, à ceux qui les achètent, à ceux qui gagnent et gardent l'argent de ce commerce dont personne n'ose parler.

Que faire pour sauver Sarajevo, et nous sauver avec?

C'est pourtant simple. Il suffit d'arrêter de donner ou de vendre des armes à ceux qui tuent les 300 000 innocents assiégés à Sarajevo. Après, mais seulement après, on pourra se donner rendez-vous à Genève, pour signer des traités de paix.

Qu'ils soient Serbes, Croates, orthodoxes, catholiques, juifs ou musulmans, cela ne m'intéresse pas, maintenant. Mais les enfants qui sont là-bas, ce sont mes enfants aussi. Les hommes et les femmes sont mes frères et mes sœurs.

Je n'ai pas assez d'informations sûres pour accuser. Mais j'en sais plus qu'assez pour crier ma question.

On a vu à la télévision, entre autres, un ministre des Affaires étrangères, un ministre de la Défense, un ancien ministre fondateur de Médecins sans frontières, tous bouleversés devant les images des otages cachés dans les caves du bâtiment de la télévision de Sarajevo. Ils avaient tous des réponses, des propositions, des déclarations à faire. Ils n'ont pas répondu à celui qui, au milieu du cimetière, leur disait que tout ce qu'ils attendaient de nous maintenant, c'était des cercueils.

Alors, Messieurs, qui osera poser publiquement la seule bonne question qui reste à ce jour sans réponse, alors que vous la connaissez bien?

Je devine et je comprends votre hésitation: si l'on cesse de vendre ou de fournir des armes, cela conduit inévitablement à l'augmentation du nombre de chômeurs chez nous. Cela conduit aussi à une conséquence moins visible, mais non moins certaine, nos réserves d'argent vont diminuer. On ne peut se permettre, pensez-vous dans votre silence et votre secret, de toucher à une part importante de l'industrie des machines comme à certaines recettes bancaires.

Je le sais, Messieurs, s'il y a plus de chômage, il y a plus de ghettos dans nos banlieues et nos bidonvilles naissants, il y aura donc ici plus de drames qui peuvent conduire à la violence et à la mort. Oui, la mort est aux deux bouts de la chaîne. Et je crains que vous ayez choisi la mort là-bas, plutôt que la mort ici.

L'humanitaire est un service indispensable. Et j'admire ceux qui, loin de toutes les caméras, sauvent la vie des affamés. Mais ne pensez-vous pas que cette aide humanitaire a des allures de service après-vente? Nous avons vendu les armes. Et après, nous venons sauver et soigner les blessés, victimes de nos armes.

Et ne me dites pas que si vous ne vendez plus d'armes, d'autres seront trop heureux de prendre votre place. J'en appelle donc à la conscience et à l'imagination des hommes d'Etat pour briser enfin ce cercle infernal.

Je sais trop bien pourquoi, dans certains pays où règne la dictature, les présidents ont tous une armée, une garde prétorienne pour les protéger. Ces soldats, ils servent parce qu'ils gagnent ainsi leur vie et leurs enfants ne meurent pas de faim. Si la guerre s'arrêtait, s'il n'y avait plus de menaces de révolution, ils n'auraient plus de solde, donc plus de famille et plus d'enfants, puisqu'ils seraient morts de faim.

Je n'invente rien, vous le savez mieux que moi. Mais, je vous en supplie, ne faites plus de déclarations qui vous permettent de passer à la télévision, d'inventer des petites phrases qui vous conduisent à être cités: «On tire, ou on se tire!»

Qui donc posera ma question qui n'est pas loin d'être une accusation? Et qui répondra à ma question?

Est-ce que tant de malheurs, de larmes et de morts n'ont pas encore suffi à nous faire comprendre qu'on ne construit jamais la paix en faisant la guerre? Il y a 2000 ans, à la naissance d'un enfant venu du ciel, on a chanté: «Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté!»

Il me semble que je suis cerné par des hommes de mauvaise volonté. Et pourtant, avec Jeanne la Lorraine, je continue de croire qu'«il y a l'espérance qui est toujours la plus forte»!

tiré du magazine « Faim-Développement » du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), n° 101, janvier 1994.

Apprendre à entreprendre

A Madagascar, où elle a trouvé de véritables partenaires locaux, la Sidi, filiale du CCFD, soutient la création d'emplois en aidant de petites entreprises à se structurer. Déjà 38 dossiers ont été financés.

Tananarive, la ville aux sept collines, construite au cœur des hauts plateaux malgaches.. Une route de terre rouge, chaotique, impraticable en saison des pluies, s'enfonce dans le quartier périphérique de Tsarahonenana-Itaosy entre maisons d'habitation et terrains vagues. Une grille s'ouvre sur un petit enclos industriel : des fûts de tôle noircie chauffent dehors sur un simple brasier d'où s'échappent d'âcres volutes. Ils contiennent l'huile de palme qui rentre dans la fabrication des savons.

Très affairée entre les cuves, les machines, le découpage, l'emballage, Mme Andrianivosoa, une jeune femme en blouse blanche, fait rouler les fûts pour vérifier qu'on ne lui en a pas vendus remplis à moitié d'eau ! Elle surveille la cuisson et la consistance de cette mélasse faite d'acides gras de coton et de soja. Purifiée, malaxée, elle sera ensuite étalée à même le sol avant de passer dans la boudineuse : une machine pétaradante qui recrache de longs spaghettis. Ils deviendront des cubes bruns estampillés à la main, au sceau de la maison. Ce sont ces savons peu raffinés que les paysans, en brousse, utilisent pour tous les usages.

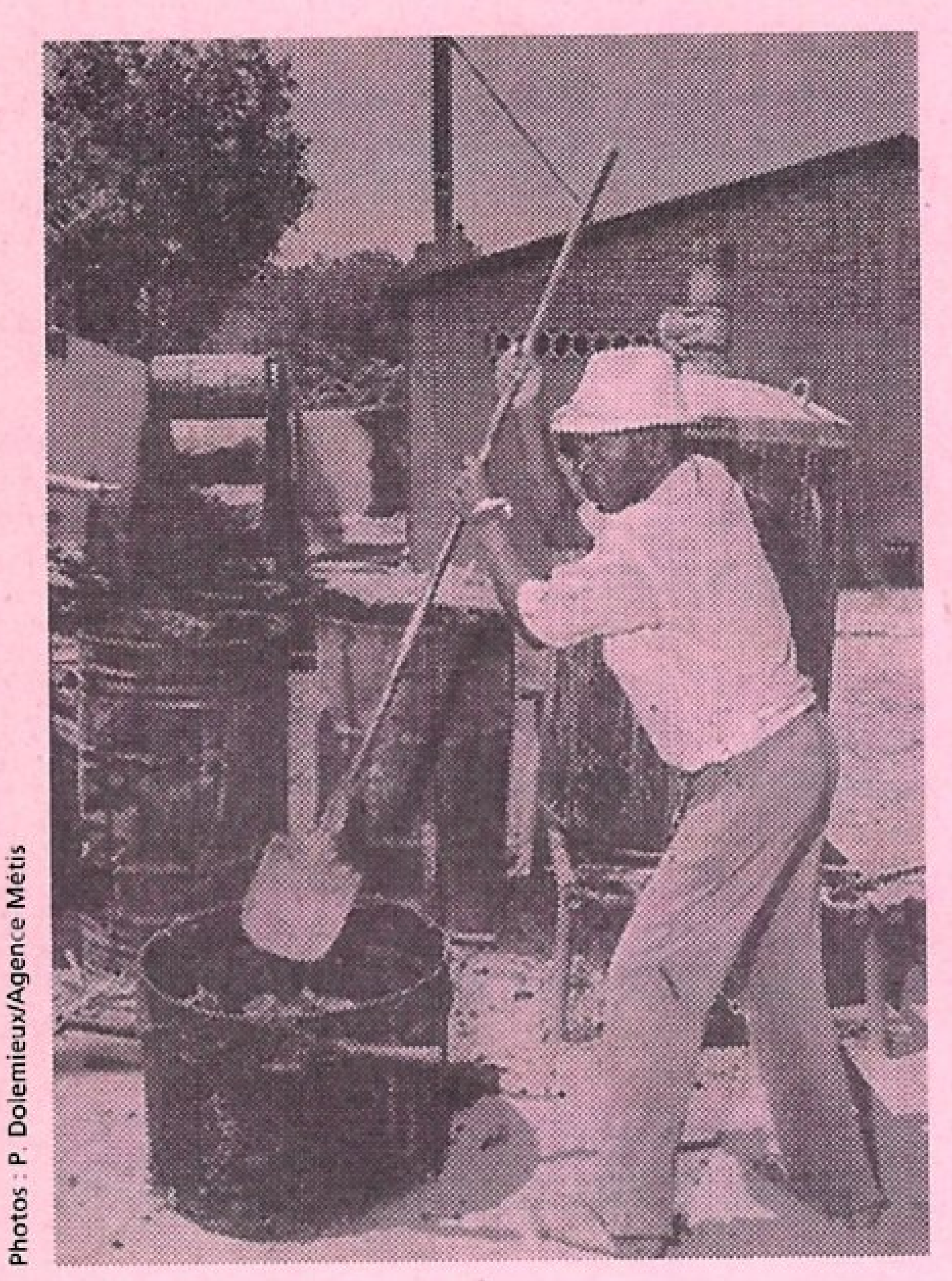
A 33 ans, Mme Andrianivosoa est la patronne de cette toute jeune entreprise artisanale qui tente de prendre une dimension plus industrielle grâce au soutien de la Sipem (Société d'investissement et de promotion de la petite entreprise à Madagascar). En un an, la « promotrice » a pu recruter treize personnes : huit employés travaillent ici le jour et cinq... la nuit, au grand dam des voisins qui se sont plaints du bruit et des odeurs !

La main-d'œuvre est certes abondante et bon marché à Madagascar (c'est même la moins chère du monde, à raison de 1,20 F de l'heure en moyenne), et les candidatures sont pléthores, y compris parmi les jeunes bacheliers. Mais les candidats ne sont pas toujours sûrs. Alors, on les trie grâce à des stages, avant de les embaucher pour quelque 35 000 francs malgaches (100 francs français) par mois...

UNE FEMME SEUL « MAÎTRE A BORD »

Mme Andrianivosoa se verse, quand elle le peut, un salaire de 150 000 francs malgaches (300 FF) mais certains mois, elle n'y parvient pas. Aussi, pas question pour l'heure que son mari lâche sa solde de fonctionnaire ! Elle est donc seul « maître à bord », comme beaucoup d'autres femmes soutenues par la Sipem.

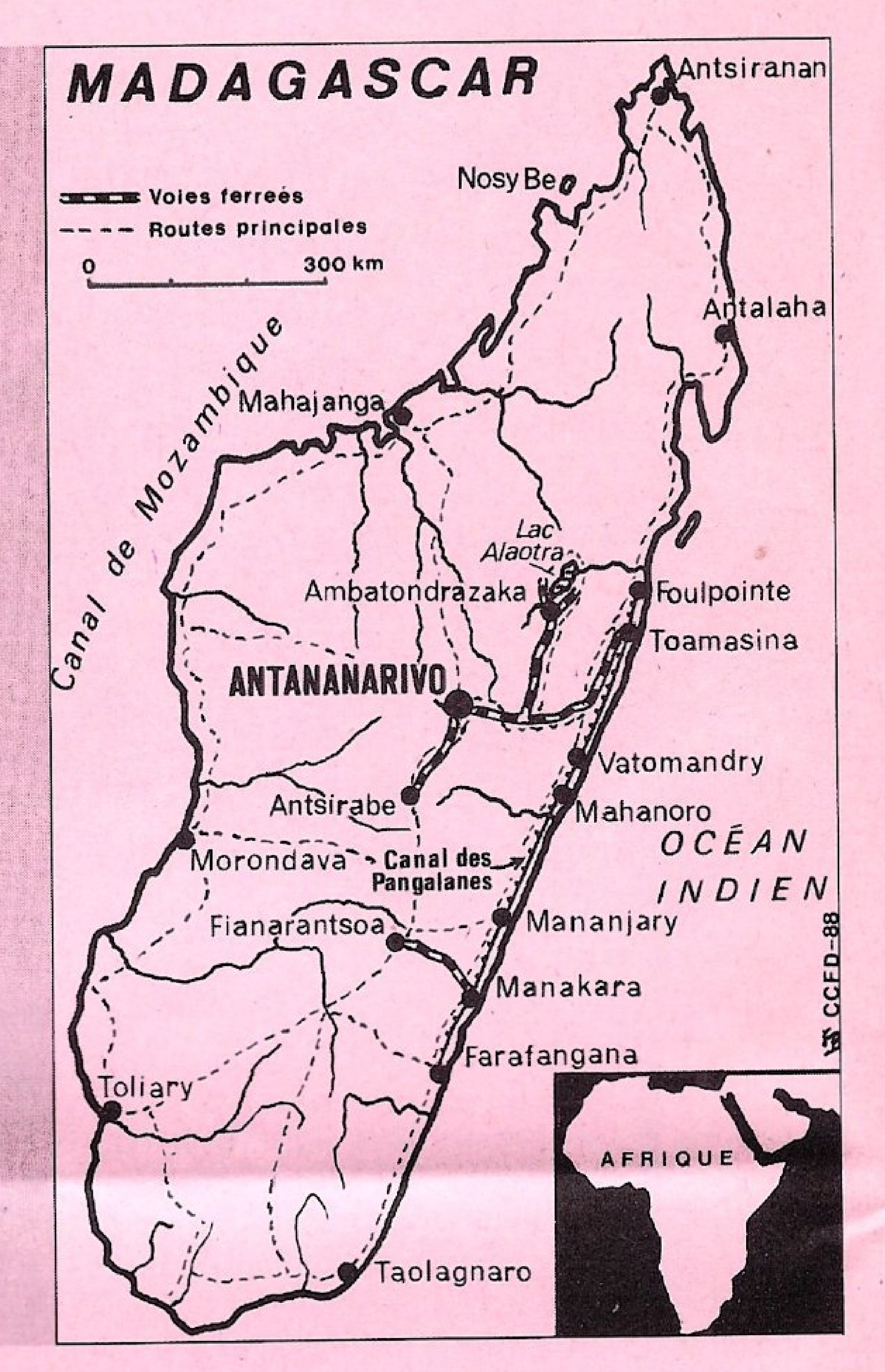
« Nous pourrions embaucher davantage, sans ce problème de matières premières » observe Mme Andrianivosoa, obligée de se procurer une huile de palme de qualité irrégulière sur le marché parallèle, à un prix 15 à 20 % supérieur. Son principal fournisseur, Sovapalm, est en cours de privatisation... conflictuelle : on redoute de nouvelles compressions d'effectifs qui renverront davantage de gens encore vers l'économie informelle.



Photos : P. Dolemieux/Agence Métis

CI-DESSUS : LA SAVONNERIE DE MADAME ANDRIANIVOSOA EMPLOIE HUIT PERSONNES DE JOUR, ET CINQ DE NUIT.

Capitale : Antananarivo.
Superficie : 587 040 km².
Population : 12,8 millions.
Monnaie : franc malgache (100 Fmg : 0,4 FF au 31.03.1993).
Langue : malgache, français.
Nature du régime : présidentiel.
Chef de l'Etat : Albert Zafy.
Chef du gouvernement : Francisque Ravony.
Situation politique : Albert Zafy est agrégé de médecine, chirurgien, licencié en mathématiques et en physique... C'est un homme bardé de diplômes, que les Malgaches ont porté à la présidence en mai 1993, à la suite d'un processus démocratique particulièrement long et complexe, mais qui aura eu le mérite d'être à peu près non-violent.
La tâche qui attend le gouvernement de Francisque Ravony (formé en septembre 1993) est colossale : avec un PIB par tête de 210 dollars en 1991 (à comparer aux 2725 dollars de l'Ile Maurice ou aux 8700 dollars de la Réunion...), Madagascar demeure un pays extrêmement pauvre et endetté (3,7 milliards de dollars de dette extérieure totale).
Aide publique au développement : 358 millions de dollars en 1991, soit 29 dollars par habitant.
Sources : *l'état du monde 1994, Rapport mondial sur le développement humain 1993, PNUD.*





CI-CONTRE : DÛMENT SÉCHÉS ET ESTAMPILLÉS, LES CUBES DE SAVON SONT PRÊTS À ÊTRE VENDUS EN BROUSSE, OÙ ILS SERVENT À TOUS LES USAGES.

La Sipem, elle, fait le pari inverse : aider des activités informelles à se structurer pour consolider et créer des emplois. Comment ? En apportant des fonds propres. En l'occurrence, la Sipem a pris une participation de 7 millions de Fmg (20 000 FF) dans le capital de cette savonnerie et octroyé un prêt en compte courant qui a été complété par un crédit bancaire.
Il est vrai que ce projet ne manquait pas d'atouts : un marché assuré, repéré à l'époque où Mme Andrianivosoa tenait une petite épicerie, une bonne maîtrise des méthodes de distribution, et un savoir faire technique. Pourtant, ces atouts n'auraient pas suffi à convaincre les banques de s'y aventurer seules. Car celles-ci, bien qu'actionnaires de la Sipem aux côtés de la Sidi, estiment non rentable et risqué le financement direct de ces micro-entreprises. Elles ne s'engagent pas, en général, dans des investissements inférieurs à 600 millions de Fmg. La Sipem supplée donc les banques, tout en espérant les entraîner vers ce secteur informel qui constitue l'essentiel des « emplois » à Madagascar. Mais attention ! Ce terme n'a pas le même sens ici, que dans nos pays du Nord : à Madagascar, on offre le plus souvent du travail à l'occasion d'une commande. Quand ce n'est pas le carnet de commandes, ce sont les ruptures d'approvisionnement ou les saisons qui font la loi. Alors, on jongle avec les contraintes : l'importation de la soude, l'état désastreux des routes et la solvabilité aléatoire des paysans...

Mme Andrianivosoa commercialise elle-même ces petits cubes malodorants jusqu'à 250 km de là, en brousse. L'expérience lui a appris à ne faire confiance à personne d'autre. Il lui faut aussi se débrouiller avec le troc : elle revient avec des cargaisons de riz ou de carottes qu'elle se charge d'écouler sur le *Zuma* (le marché de Tananarive, réputé pour être le plus grand au monde).
Depuis que la crise économique a érigé le vol en condition de survie, l'insécurité



LE MARCHÉ D'ANTSIRABÉ : UN APPROVISIONNEMENT TRÈS TRIBUTAIRE DE L'ÉTAT DES ROUTES ET DU CLIMAT.

règne sur les marchés et les routes. Le pays s'est considérablement appauvri sous le régime de Rastiraka, surtout à partir de 1985-1986. *« Ici plus on est pauvre, plus on s'exploite mutuellement »* vous explique-t-on. Et la corruption sévit jusqu'au sommet de l'Etat : l'aide publique internationale est régulièrement détournée par l'administration. D'où l'intérêt d'une aide privée, très ciblée et suivie.

Précarité de l'environnement, du travail et des structures expliquent la difficulté des candidats-entrepreneurs à trouver des financements. Ernest Rakotoarimanana, par exemple, a beau être l'un des plus importants « chefs d'entreprise » soutenus par la Sipem – sa fabrique de tuiles emploie environ 20 salariés – il n'a encore pas su ou voulu présenter le moindre compte à ses bailleurs de fonds et un quart de ces emplois sont précaires : à la saison des pluies, il renvoie certains salariés chez eux, réduisant sa production faute de moyens de stockage. Ernest a pris du retard dans ses remboursements : le permis de construire qu'il attendait tardant à arriver, il a dépensé l'argent prêté dans d'autres activités...

Se faire rembourser est un travail de longue haleine pour les jeunes responsables malgaches de la Sipem, qui tentent de combiner souplesse et fermeté. L'aide financière ne serait rien sans la formation. Certains entrepreneurs n'ont jamais eu de carnet de chèques ni de compte en banque; la plupart raisonnent en termes de revenu familial, mais n'ont pas la moindre idée de leur bénéfice net ! Comment imaginer de rémunérer le capital dans ces conditions ? La Sipem préfère privilégier les prêts en compte courant et considère comme un bon score le taux de remboursement de 75 % auquel elle parvient.

L'essentiel est d'assortir ce soutien financier d'une véritable éducation économique acheminant ces entreprises vers l'autonomie. Cette intuition de base de Jean-Paul Vigier, président de la Sidi, rejoint parfaitement celle de Madeleine Ramaholimihaso, présidente de l'Apem (Association pour la promotion de l'entreprise malgache), principal actionnaire malgache de la Sipem. *« Le développement ne se réduit pas à l'économie et la rentabilité n'est pas seulement financière »*, estime cette femme, qui est pourtant présidente du premier cabinet d'expertise comptable de l'île. Il lui importe avant tout de soutenir ceux qui, à terme, créeront durablement de l'emploi. Ce seront peut-être les enfants de ces entrepreneurs, encore tâtonnants mais audacieux.

Laurence Monroë
Journaliste à « Panorama »



Photos : P. Dolemieux/Agence Métis

FACE A SES « CLIENTS », LA JEUNE ÉQUIPE DE LA SIPEM (DE GAUCHE A DROITE, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL GEORGES RANAIVOMANANA, LES TROIS ANALYSTES FINANCIERS, ET LA SECRÉTAIRE) DOIT DOSER CONSTAMMENT SOUPLESSE ET FERMETÉ !



Un mécanisme de financement original

Alimentée, entre autres, par le fonds commun de placement « Faim et Développement », la Sidi (Société d'investissement et de développement international) est une filiale du CCFD, spécialisée dans l'aide à la création de petites entreprises dans le tiers monde.
Sur le terrain, son action est démultipliée par celle de sociétés locales d'investissement (telle la Sipem à Madagascar), où la Sidi se retrouve partenaire de banques, d'associations et de personnes privées.
Pour en savoir plus sur la Sidi, lire le hors-série n° 4 de FDM, novembre 1990, ainsi que le livre de Jean-Paul Vigier, « Finances et solidarité », Ed. Syros-Alternatives, 1991.

La troisième république en marche

A.F.P.

ALBERT ZAFY,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE.

Madagascar s'était enfoncée au fil des ans dans la corruption, le marché noir, la prostitution et la violence, le régime militaire de Didier Ratsiraka n'ayant pu trouver en URSS ou en Libye une aide à la mesure des enjeux de l'indépendance. Le pays est aujourd'hui complètement ruiné et le peuple meurt de faim. La Réunion, département français d'outre-mer situé à 800 km à l'Est de la Grande Ile, est intervenue à plusieurs reprises en 1993, pour faire parvenir des conteneurs de vivres dans le Sud malgache décimé par la famine.

Dans une démarche comparable à celle de l'Eglise polonaise, le FFKM (Fikambanan'ny Fiangonana Kristiana Malagasy, Conseil des Eglises chrétiennes malgaches) s'est constitué en janvier 1980, afin d'offrir une structure de réflexion face au régime marxiste du président Ratsiraka. En 1985, une lettre pastorale condamnait sévèrement *« ce gouvernement qui n'écoute plus que sa propre voix et fait semblant de croire qu'il entend le peuple. »* L'assassinat du père Sergio Sorgon (1) n'est pas non plus sans rappeler celui du père Jerzy Popieluszko (2)...

En 1989, Didier Ratsiraka a cependant été réélu pour un troisième mandat de 7 ans, mais de justesse, ce qui a rendu l'espoir à l'opposition. Malgré les pressions, les menaces et même un attentat à l'explosif contre son leader, Albert Zafy, les Forces Vives ont rassemblé le pays derrière un projet de nouvelle Constitution. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté pendant plusieurs semaines dans la capitale Antananarivo. Le 10 août 1991, la sauvagerie avec laquelle la garde présidentielle a ouvert le feu sur une marche pacifique en direction du palais de Iavoloha a définitivement discrédité Didier Ratsiraka sur la scène internationale et deux mois plus tard, une Haute autorité de l'Etat était instituée afin d'assurer la transition vers la démocratie.

La France a toujours maintenu des relations très étroites avec Madagascar, en raison de son importance géostratégique. 30 % de l'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis, 60 % de celui de l'Europe occidentale et 90 % de celui du Japon transitent par l'Océan Indien... Les USA contrôlent le nord de l'Océan Indien depuis Diégo Garcia et la France le sud. Depuis qu'elle a été chassée de Madagascar en 1975, la France a redéployé ses forces militaires sur l'île de la Réunion, Mayotte et les îles éparses situées dans le Canal de Mozambique. Les 4 000 km de côtes de la Grande Ile, incontrôlables par l'Etat malgache, abritent d'importants trafics en tous genres. Pour la France, la perspective d'une arrivée au pouvoir de l'opposition offrait aussi l'occasion de négocier le retour d'une présence militaire française sur la Grande Ile...

DEUX ANS DE CONSULTATIONS

La Constitution de la Troisième république malgache a été rédigée par un Forum national rassemblant toutes les tendances politiques et approuvée par le peuple à une large majorité de « oui » le 19 août 1992. L'adoption de la nouvelle Constitution entraînait l'organisation d'une élection présidentielle dans un délai de deux mois, laquelle devait être suivie par des législatives.

Huit candidats se sont présentés en novembre 1992 pour le premier tour des présidentielles. La saison des pluies a obligé d'attendre le 10 février 1993 pour le second tour, où seuls Albert Zafy et Didier Ratsiraka restaient en lice. En raison de l'immensité du territoire et des difficultés énormes de communication, il a fallu attendre début mars pour connaître le résultat définitif du scrutin. « L'homme au chapeau de paille », Albert Zafy (ayant opté pour ce signe distinctif diamétralement opposé au chapeau de cow-boy de Didier Ratsiraka), l'a finalement emporté avec 66,74 % des voix.

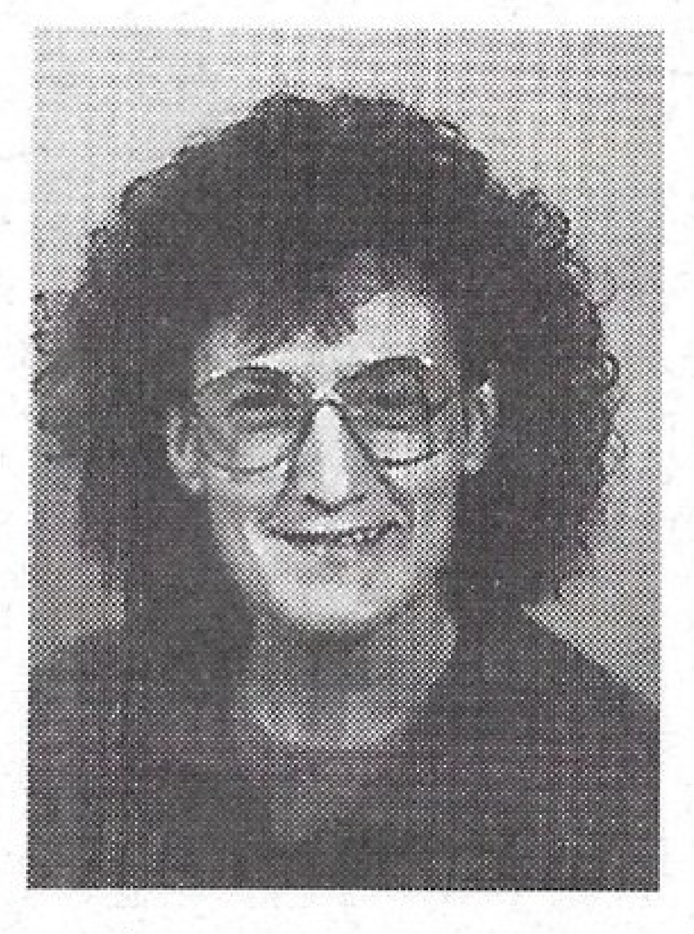
En juin dernier, les six millions d'électeurs malgaches ont à nouveau voté pour élire leurs députés et en août, Francisque Ravony, un avocat francophone de 52 ans, a été élu Premier ministre. C'est fort heureusement un proche d'Albert Zafy, car la nouvelle Constitution a beaucoup limité les pouvoirs du président, de peur sans doute que Didier Ratsiraka ne l'emporte ! Le programme de Francisque Ravony a été présenté à l'Assemblée nationale deux semaines après son élection et adopté par les trois quarts des députés. Ce programme est basé sur la relance de l'économie malgache, complètement ruinée après ces années de crise violente.

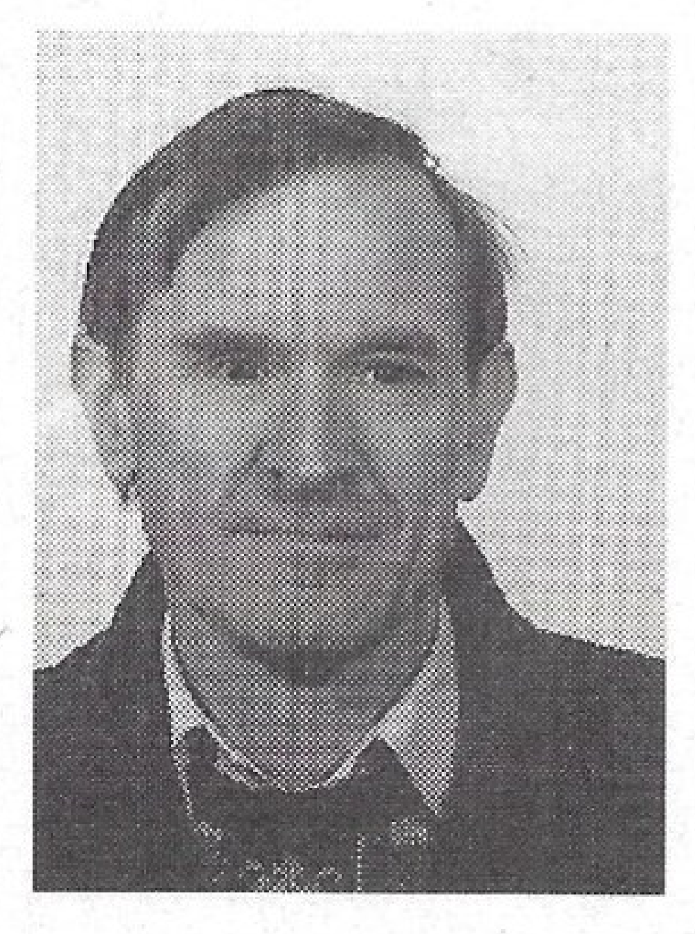
Depuis, Madagascar multiplie les contacts avec les bailleurs de fonds internationaux et les appels aux investisseurs privés. Madagascar regorge de richesses minières sous-exploitées, dispose d'un potentiel agro-alimentaire énorme, d'une main-d'œuvre au coût hélas dérisoire, et même d'une zone franche. Le développement doit réussir. Seuls l'insécurité, la corruption généralisée et le souvenir des spoliations essuyées en 1975 risquent de détourner les investisseurs potentiels vers l'île Maurice, en raison de sa plus grande stabilité politique, ou même la Réunion, avec son régime fiscal favorable.

Ignace de Witte
Journaliste indépendant

(1) Retrouvé décapité en janvier 1985.
(2) Prêtre polonais assassiné par des sbires à la solde du régime communiste, en octobre 1984.

Départ





Marie-Rose et Martin Chatagny-Mugny, agriculteurs, de Corserey, Fribourg, connus de longue date pour leurs engagements dans les milieux agricoles syndicaux et chrétiens, vont rejoindre la Coopérative agricole de Waslala au Nicaragua (non loin de la région où s'engageait Maurice Demierre, cher au coeur de nos amis paysans). Martin sera chargé de l'amélioration et du développement de la production agricole et de l'élevage, ainsi que du développement de distribution des produits. Marie-Rose collaborera avec les femmes pour l'organisation communautaire des jardins potagers, pour la conservation des aliments et pour l'économie domestique.

Départ le 3 mars pour un séjour de quelques semaines au Costa Rica.

Leur adresse: UCA, Apartado P-62,
Managua/Nicaragua

Décès

M. Alfons Stulz, le 15 janvier 1994, père de **Paul et Elisabeth Stulz-Dreux**, Cerisiers 3, 1752 Villars-sur-Glâne, anciens volontaires au Nord-Cameroun et anciens animateurs du Groupe régional de Fribourg.

Mme **Chantal Rebetez-Terrier**, le 15 février 1994, ancienne volontaire de Frères Sans Frontières, à Ngaoundéré au Nord-Cameroun, de 1969 à 1971.

Adresse de sa famille: M. Jean-Paul Rebetez-Terrier,
Route Principale 147,
2915 Bure (Jura)

M. Herman Heer, le 13 février 1994, père de **Maria Heer**, In Reben 2, 8800 Thalwil, ancienne volontaire en Haïti.

Appel aux Frères sans Frontières du canton de Vaud

Le **Groupe régional FSF de la région Vaud** ne fonctionne plus momentanément, par manque de forces vives pour l'animer. Pourrait-on compter sur des anciens volontaires ou anciens animateurs pour redonner au groupe le coup de pouce pour sa relance, avec la collaboration de FSF?

Vos propositions, adressées au secrétariat, Vignettaz 48, C.P. 129, 1700 Fribourg, seront les bienvenues, merci d'avance!



Situation financière de GVOM, l'année sera difficile

N° 2
1994

Pour beaucoup d'entre-vous, chères lectrices et chers lecteurs d'Interrogation, vous nous soutenez depuis des années de manière très régulière dans notre travail et nous vous en remercions sincèrement. Cet appui nous a déjà permis aussi bien de passer des caps difficiles, que de vivre des périodes heureusement plus sereines.

Mais en ce début de 1994, nous nous trouvons confrontés à des difficultés financières très sérieuses et nous devons une fois de plus faire appel à votre générosité, raison de la présence d'un bulletin de versement dans ce numéro, auquel nous vous remercions de faire bon acceuil.

Vous trouverez dans ces pages les comptes 1993 et le budget 1994 de GVOM. A première vue, l'année 1993 se termine avec un petit déficit de Fr. 2000.– sur un total de dépenses de Fr. 467000.– et nous avons envie de dire ouf. Et bien non, car cette modeste perte est le premier signe d'un renversement de tendance très clair, après plusieurs années bénéficiaires. Le budjet 1994 annonce en effet un déficit de Fr. 68000.–.

Pourquoi un saut dans les chiffres rouges aussi rapide et d'une telle ampleur? Principalement pour les raisons suivantes:

1. **Au plan des dépenses, outre les habituelles augmentations liées au coût de la vie, relevons:**

Les salaires outre-mer

Un principe veut que l'employeur local du volontaire prenne en charge son salaire. Mais ce qui n'a jamais été totalement possible au vu de nos choix de partenariat, qui est de travailler avec les plus pauvres, devient totalement aléatoire. De plus, libéralisme économique oblige, le coût de la vie dans les pays du Sud ne cesse d'augmenter. Conséquence: le montant prévu pour les salaires des volontaires en 1994 a dû être augmenté de plus de Fr. 20000.–, ce qui leur assure tout juste un niveau de vie décent.

Les charges sociales

Les primes d'assurance, en particulier pour la maladie augmentent chaque année. Pour l'ensemble, la croissance est d'environ Fr. 25000.– en deux ans.

Les salaires en Suisse

Les salaires versés en Suisse sont corrects, bien que modestes (comparables à celui d'une infirmière) et les frais annexes, comme les déplacements en Suisse ne sont pas remboursés. Cependant, face à une augmentation importante de la masse de travail et à la nécessité d'être actifs dans la défense du volontariat face au gouvernement suisse, (il y va actuellement de la survie du budget pour le volontariat à la DDA), nous avons dû augmenter le temps de travail rémunéré (actuellement un peu moins d'un poste à temps complet). Coût de l'opération: Fr. 20000.– par an.

2. **Du côté des recettes, le Département Missionaire confronté lui-même à des difficultés diminue la subvention annuelle qu'il nous accordait de Fr. 20000.– à Fr. 5000.–, ceci dès 1994.**

Nous savons pourtant que nous pouvons nous en sortir. Tout d'abord, nous le disons plus haut, nous comptons sur vous. Ensuite, nous attendons un geste de la DDA (coopération suisse) pour un ajustement de ses contributions. Enfin, nous ferons tout notre possible p our limiter les dépenses en Suisse, quitte à remettre en question certaines décisions prises, notamment dans le travail rémunéré.

Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la situation par l'intermédiaire de ce journal et si vous avez d'autres questions, c'est très volontiers que le soussigné y répondra.

Coordinateur GVOM: F. Monod

Notre CCP: GVOM – Lausanne, N° 10-20968-7.

GVOM – Comptes 1993/Budget 1994

Recettes

	Comptes 1993	Projet de budget 1994
Dons appui volontaires	1 731,00	1 700,00
Dons membres GVOM	28 491,10	25 000,00
Dons divers et autres recettes	25 511,01	26 000,00
Abonnement *Interrogation*	2 100,00	2 100,00
Contribution DDA	399 679,50	425 820,00
DDA coordination 93	1 002,00	
Contribution Département Missionnaire (contribution 93 + complément 92)	25 000,00	5 000,00
Déficit 1993	2 118,14	
Déficit prévu 1994		68 600,00
	485 632,75	554 220,00

Dépenses

			Comptes 1993	Projet de budget 1994
Volontaires				
Salaires et allocations		112 050,00		138 220,00
Voyages		26 653,40		24 000,00
Pécules		112 950,00		121 680,00
Charges sociales et frais médic.		85 219,85		92 400,00
Formation				3 600,00
Coordination/location Nicaragua		2 810,50		5 000,00
Séminaire Masaya	26 797,20			
./. Contribution DDA	19 500,00	7 297,20		
Divers volontaires		1 560,70	348 541,65	
Gestion et suivi des volontaires				
Salaires et charges sociales		49 168,90		70 920,00
Taxes postales et téléphone		4 885,55		4 800,00
Frais d'imprimerie				3 000,00
Frais de bureau		1 639,85		1 800,00
Frais d'AG mensuelles		2 788,50		3 000,00
Déplacements		3 600,00		3 600,00
Divers		4 800,00	66 882,80	4 800,00
Impression et envoi journal			20 179,25	25 000,00
Actions solidaires				
Don quart monde		10 000,00		10 000,00
Cotisation unité		2 500,00		4 000,00
Dons, cotisations		600,00		600,00
Abonnement annuel		2 000,00		
Actions ponctuelles		1 500,00	16 600,00	3 000,00
BAT (bourse à travail)			33 429,05	34 800,00
			485 632,75	554 220,00

N° 2
1994

Postes à pourvoir

Tchad:

Administrateur/trice ou gestionnaire pour l'organisation et la structuration de petites et moyennes entreprises.

Compétences: il est souhaitable d'avoir une expérience de vie et de travail en Afrique, une expérience de travail avec des personnes handicapées physiques.

Coordinateur/trice à N'Djamena, pour l'accompagnement des volontaires d'Eiréné et pour l'exécution des projets soutenus par Eiréné au Tchad.

Compétences: expérience professionnelle avec spécialisation dans l'administration, la gestion, dans l'aide au développement ou la coopération internationale; expérience de travail en équipe, expérience professionnelle dans un pays en voie de développement.

Conseiller(ère) agricole pour le conseil du Comité de Développement de Bédogo (CODEB).

Formation souhaitée: formation ou études en agriculture de préférence écologique. Expérience professionnelle en Afrique si possible. Expérience et/ou connaissances pédagogiques. Expérience de travail en équipe. Intérêt et aptitudes pour le travail pratique.

Contrat de 3 ans. Entrée en fonction: de suite. A Bedogo.

Niger:

Conseiller(ère) technique pour animateurs villageois.

Compétences: nécessité d'avoir une formation technique, ingénieur agricole, avec expériences pratiques, en particulier dans la protection de l'environnement. Avoir une expérience pédagogique, d'animation et de travail en équipe, des connaissances des méthodes participatives, expérience de travail en milieu rural, de préférence en Afrique. Tâches: formation et accompagnement des animateurs nigériens.

Contrat de 3 ans, entrée en fonction: de suite. A Agadez.

Différents pays:

Eiréné peut aussi aider des groupes de bases en Europe à envoyer un(e) volontaire auprès d'une initiative locale de développement outre-mer, pour un travail et une vie fondés sur le principe de la solidarité. Eiréné organise également des services en Europe et aux USA.

Elisabeth et Michel Rouiller, volontaires GVOM, travaillent dans un centre pour jeunes aveugles à Dschang au Cameroun.

Bonjour à tous!

Enfin quelques nouvelles de Dschang... C'est qu'on attendait la rentrée des classes pour vous raconter un peu comment cela se passait, mais... La rentrée a été repoussée par décret présidentiel du 9 septembre au... 21 octobre!! Les écoles privées et/ou catholiques ont bien tenté cette semaine d'obtenir une dérogation gouvernementale pour ouvrir leurs portes dès fin septembre, mais elles se sont heurtées à un refus catégorique. Le bras de fer continue néanmoins, et tout le monde attend.

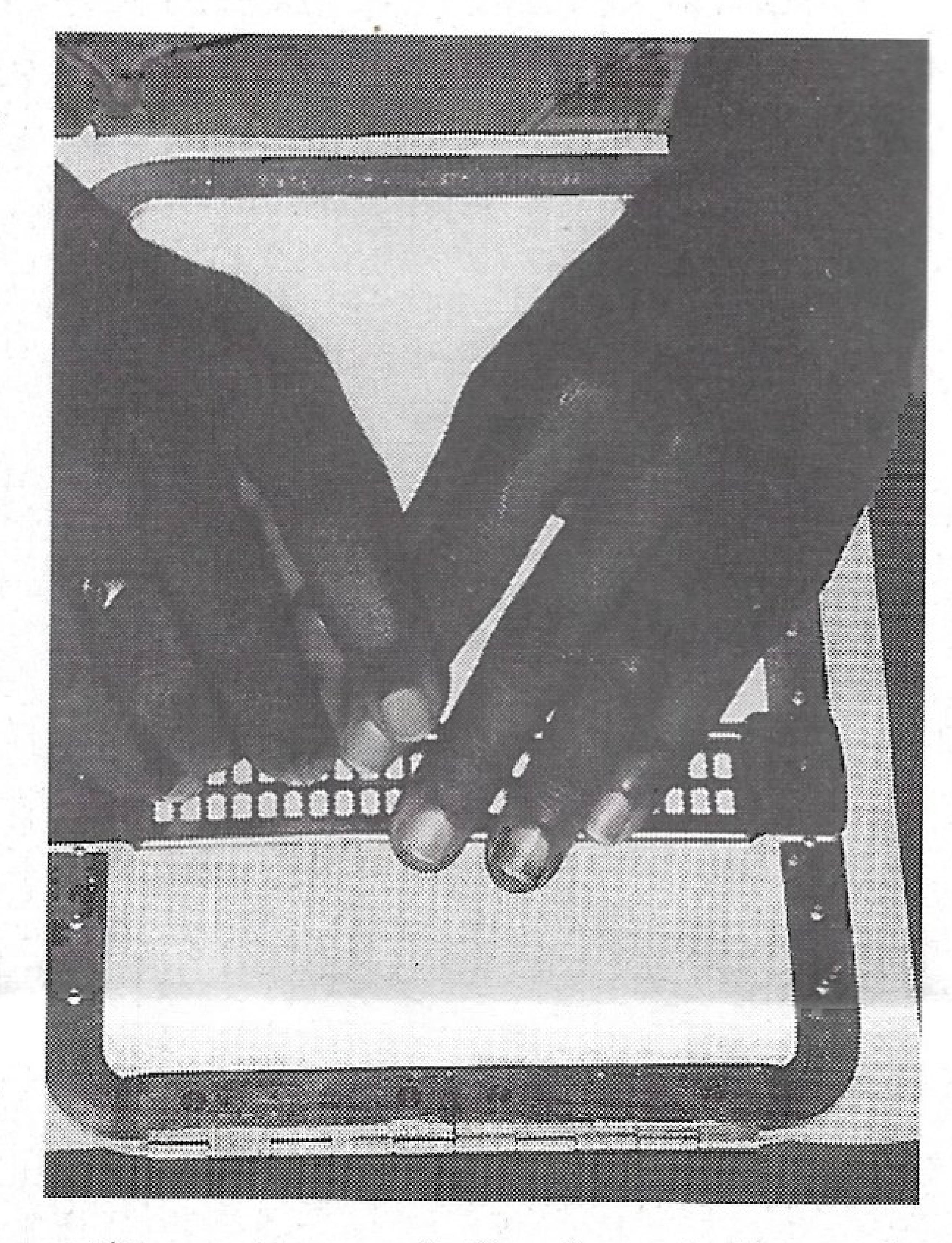
Pourquoi tout cela? La crise s'aggrave, l'Etat doit plusieurs mois d'arriérés de salaire aux fonctionnaires, les parents n'ont pas l'argent nécessaire pour payer les frais d'écolage de leurs enfants... Comment ouvrir les écoles dans ces conditions? Mais que va-t-il se passer après ces 4 longs mois de vacances dans la tête des enfants, et reprendre une année aussi raccourcie, aïe, aïe! Enfin nous attendons et nous nous posons une grave question: la situation va-t-elle s'améliorer d'ici là?

Le centre n'a pas non plus ouvert ses portes car tous les jeunes sont encore dans leur famille et semblent avoir suivi les informations officielles. Le Directeur va néanmoins avertir les plus jeunes et les nouveaux (il y en aura 5 cette année) pour qu'ils profitent au mieux de ces quelques semaines sans classe.

Déjà, le petit Gyslain est arrivé du village. Deuxième d'une famille de 6 enfants, il est âgé de 10 ans, n'a jamais été à l'école et ne parle pas un mot de français! Bien sûr, il est adorable et plein de promesses! Sa maman se débrouille seule pour faire vivre tout son petit monde en travaillant son champ et en vendant des légumes au marché.

Gyslain lui rendait de grands services en s'occupant de la maison: puiser l'eau, préparer les repas, nourrir ses petits frères et soeurs, langer et bercer le dernier né..., incroyable! Aujourd'hui, une nouvelle vie va commencer pour lui; il va apprendre à lire et à écrire, il va aller à l'école avec plein de petits camarades... Il faut le voir déjà se déplacer avec son bâton tout seul dans le quartier! Et taper dans le ballon comme tout Camerounais, digne amateur de foot.

Nous attendons aussi avec impatience le petit Gilbert qui doit arriver de Bafoussam, le chef-lieu de la province. Sa maman avait vu un



petit reportage sur la fête du mois de mai; la CRTV en avait retransmis quelques images. C'est en voyant les danses «Djudju» des jeunes aveugles qu'elle a pris contact avec le centre afin de faire scolariser son enfant. D'où l'importance de l'information et même de la publicité, car nombreux sont encore ceux qui n'imaginent pas possible l'intégration de jeunes enfants aveugles dans le cycle scolaire normal!

Le troisième nouveau est un petit Congolais dont nous n'avons plus de nouvelles. Les récents évènements qui ont bouleversé son pays y sont sûrement pour quelque chose. Nous espérons quand même avoir bientôt confirmation de son arrivée.

Deux autres enfants de 8 et 10 ans doivent arriver cette semaine de 2 villages près se Dschang. Le nombre de jeunes accueillis au centre croît encore cette année, mais la maison est vraiment menacée de surpopulation! Il devient urgent d'agrandir cette capacité d'accueil. Un projet de construction est actuellement à l'étude en Europe et ne devrait pas tarder à aboutir. Nous mettons beaucoup d'espoir dans ce projet, le futur du centre et de la qualité de sa formation professionnelle en dépend en grande partie.



N° 2
1994

Au point de vue formation professionnelle, l'année qui va s'ouvrir privilégiera le travail du tissage de petits tabourets bas (d'écoulement plus facile que les chaises sur un marché où la consommation devient vraiment restreinte), et le travail du bois. Michel a déjà quelques commandes de jeux d'éveil pour des maternelles qui vont s'ouvrir dans 3 villages. Les jeunes aveugles vont pouvoir travailler pour les jeunes voyants: découpage, ponçage, peinture. Nous espérons beaucoup dans ces nouvelles activités, qui auront peut-être des débouchés prometteurs: les petites classes sont très pauvres en matériel didactique, et ce sera une manière de faire connaître le centre et le travail des jeunes à l'extérieur.

A part cela, notre santé va très bien et notre énergie va encore être renforcée car, enfin, il nous semble voir arriver la fin de cette trop longue saison des pluies!!! La température est plus douce et le soleil bien présent une grande partie de la journée, c'est si bon!!!

Nous avons reçu plein de messages, de cartes, de lettres... Merci!

Et... patience à ceux qui n'ont pas reçu de réponses, ça va venir bientôt, promis!

Un gros plein de salutations camerounaises à tous

Elisabeth et Michel Rouiller

Silvio Cavuscens, Genevois, 16 ans avec les Indiens d'Amazonie

A 18 ans, Silvio Cavuscens concrétise son rêve: rencontrer les Indiens d'Amazonie. A cette époque, ce Genevois ne soupçonnait pas que cette rencontre, véritable choc culturel, l'enrichirait au point qu'il en viendrait à travailler avec ces peuples indigènes durant 16 ans.

En 1974, Silvio, jeune ferronnier d'art, débarque seul à Rio de Janeiro. Il remonte vers le Nordeste où il apprend à connaître le peuple brésilien et notamment les petits paysans exploités par les grands propriétaires terriens. Silvio rejoint ensuite l'Amazonas, remonte le fleuve jusque dans la région du Haut-Solimoes (près de la frontière péruvienne). Dans un premier temps, pour gagner sa vie, il trouve des boulots dans les petites villes: mécanicien, boulanger, guide... Ces derniers lui permettent également de connaître les Caboclos, qui sont les descendants métis de Noirs, de Blancs ou d'Indiens. Les Caboclos sont avec les Indiens, les principaux habitants de l'Amazonie brésilienne. Ils vivent au bord des fleuves et à proximité des villages. C'est dans ces derniers que Silvio entre en contact avec les Indiens qui viennent vendre du poisson, des fruits et légumes.

Premier contact

Silvio sympathise avec les Indiens Ticunas (= «Nez noirs»). Il lui faudra plusieurs mois pour gagner leur confiance et se faire inviter quelques jours, puis de plus en plus longtemps dans leur village. Les 20 000 Ticunas, peuple sédentaire, sont répartis dans plus de soixante villages.

Silvio voyage ensuite jusqu'en Amazonie péruvienne où il vivra une longue période avec les Indiens Yaguas. C'est avec ce peuple semi-nomade qu'il développe sa conscience politique et sociale. Malheureusement, sans permis de travail, il est expulsé du Pérou. Silvio regagne la vallée du Javari en Amazonie brésilienne où il décide de mener une action en faveur des quinze peuples indigènes de cette région.

Les Indiens Matses

Silvio travaille plusieurs années avec le peuple Matses, groupe semi-nomade. Il apprend leur langue puis collabore dès 1982 à un projet d'alphabétisation. Avec l'aide d'un volontaire brésilien, il aide ces Indiens à s'organiser face à l'invasion de leur territoire qui menace leur existence.

Terre Sacrée

Pour les Indiens, la terre n'est pas seulement mère nourricière, elle imprègne aussi les traditions, les croyances, le mode de vie, la culture et sa continuation. Ils sont soumis à une

lutte impitoyable pour garantir leur survie. Leurs territoires sont sans cesse envahis et usurpés par des groupes économiques. Avides d'exploiter les richesses naturelles qui s'y trouvent, ils ne font que poursuivre un processus d'extermination que les Indiens subissent depuis plus de 500 ans.

On tente par tous les moyens d'empêcher la démarcation de leurs terres et de les «écraser» culturellement afin de les intégrer au mode de vie brésilien.

Comme l'écrit l'ethnologue R. Fuerst,
«Un Indien sans terre est un Indien mort, un Indien voué à l'exploitation et à la destruction».

Dénoncer les violations des Droits de l'Homme et l'esclavage

Conscient de l'isolement des 15 peuples indigènes de la vallée du Javari, Silvio organise avec d'autres associations, dont Terre des Hommes Suisse-Genève, une campagne internationale de sensibilisation pour dénoncer ces invasions et les cas d'Indiens utilisés comme esclaves par des patrons d'exploitations forestières. À plusieurs reprises, il intervient auprès de la commission des Droits de l'Homme pour dénoncer leurs fréquentes violations dans cette région.

Le Parlement Européen, en automne 1993, «choqué par la succession ininterrompue de meurtres (...) et autres violations des Droits de l'Homme» condamne cette violence et le massacre en août 1993 d'Indiens Yanomamis par des chercheurs d'or. Même le procureur général du Brésil qualifie cette exaction de «génocide».

Silvio «subversif» est expulsé

En 1986, l'organe responsable de la politique indigéniste (FUNAI) ordonne à la police fédérale d'expulser Silvio et sa femme hors de la vallée du Javari. Manière musclée de se débarrasser de témoins gênants! Malgré cette expulsion, il continue de soutenir autant que possible les Indiens de cette vallée jusqu'en 1988.

Retour en Suisse

Après 14 ans de travail avec les peuples indigènes d'Amazonie, Silvio décide de faire le bilan, de prendre un peu de recul, de retourner à ses racines et à sa famille.

Avec sa femme et sa fille, il reste 3 ans à Genève où il travaille comme animateur socio-culturel. Silvio garde un contact étroit avec ses amis Indiens. Lorsque ces derniers lui signalent une nouvelle invasion ou violation des Droits de l'Homme en Amazonie, il en informe aussitôt les médias et la commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

Durant cette période, Silvio réalise une vidéo documentaire «Voz Indigenas en la ONU... 500 anos de resistencia» (Voix Indiennes à l'ONU... 500 ans de résistance). Durant deux heures, des Indiens d'Amérique Latine nous parlent de leurs réalités et font parfois une critique surprenante de notre monde «civilisé». Cette vidéo est disponible à Terre des Hommes Suisse-Genève.

Silvio devient le conseiller de l'organisation indigène la plus importante du Brésil

Eté 1991, lors d'un voyage en Amazonie, la Coordination des Organisations Indigènes d'Amazonie brésilienne (COIAB) lui propose le poste de conseiller de leur organisation. Silvio accepte avec enthousiasme cette proposition qui honore en quelque sorte la pertinence de son engagement de 16 ans avec les Indiens. Seul non-Indien, il travaille donc depuis 2 ans au service de cette organisation indigène représentant plus de 180 000 Indiens (de 140 peuples différents). Son salaire est payé par TdH-Genève, comme volontaire de Frères sans frontières.

Au printemps 1993, Silvio et deux leaders Indiens se sont rendus à la conférence sur les Droits de l'Homme de Vienne. Ils ont profité de ce voyage pour se déplacer dans les principales capitales européennes afin d'informer le public. Ils ont ainsi créé un important réseau de relations qui se sont engagées à soutenir leur lutte.

Denis Huc

Une exposition de photos: «Amazonie... l'espoir indien», de Silvio Cavuscens est organisée à Bernex (GE) du 2 au 20 mars 1994.

?

N° 2
1994

tranches de vie

Extrait d'une histoire vraie en avant propos du livre de contes et légendes du Burkina Faso de l'infirmière sage-femme Zara-Guiro «Au pays de Zarra»

(tirée de «Aimer agir», n° 73, Noël 92, bulletin de l'Association suisse R. Follereau)

S'il vous plaît…

Je contemplais avec tristesse le marigot tout craquelé, les rides profondes avec les traces séchées du bétail qui était venu chercher un peu d'eau. Il n'avait quasiment pas plu.
Une désolation, à pleurer.
Brusquement je sentis à mes côtés une présence et une petite main qui saisissait la mienne.
S'il vous plaît, tu me donnes un mouton?
Je reste interloqué et me penche vers une petite fille qui me regarde de ses yeux de feu.
Elle dit:
– S'il vous plaît, donne-moi un mouton. Toi, tu peux!
– Mais où veux-tu que je trouve un mouton? Ils sont tous dans la brousse!
– Alors viens, dit la fillette, je vais te montrer.
Elle me tiens la main et nous nous dirigeons vers le village entouré de grands baobabs. Un coq chante. Nous pénétrons dans l'enclos d'une case. Une femme allaite son dernier-né sur son pas de porte. Sous un abri, un magnifique mouton, haut sur pattes, mâchonne des tiges de mil. La petite fille me tire la main pour que je me penche vers elle. A l'oreille, elle me souffle:
– Tu vois, c'est un mouton de case, celui de ma tante.
Mais ma maman, elle en aimerait aussi un. S'il-vous-plaît, tu me donnes un mouton!
Nous sortons tous les deux. Pour briser mon embarras, je lui demande comment elle s'appelle.
– Ça n'a pas d'importance, mais le mouton, je lui donnerai ton nom!
– Tu connais mon nom?
– Oui, et je sais que tu viens du pays des pluies!
Nous sommes sous un manguier. Elle se blottit dans mes bras. Ses cheveux tressés comme des antennes me chatouillent le visage.
– Alors, tu veux bien, dis?
Cette petite voix me poursuit:
– S'il vous plaît, tu veux bien…

Jacques Foëx

L'élevage de ce mouton est une aide financière précieuse qui permet l'accroissement des cultures maraîchères, la scolarisation, l'achat de médicaments, etc…

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle